



16 septembre 2019

(19-5928)

Page: 1/5

Comité des règles d'origine

Original: anglais

**NOTIFICATION DES RÈGLES D'ORIGINE PRÉFÉRENTIELLES
POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS**

AUSTRALIE

Révision

La communication ci-après, datée du 13 septembre 2019, est distribuée à la demande de la délégation de l'Australie.

Le paragraphe 4.3 de la Décision ministérielle de 2015 sur les règles d'origine préférentielles pour les pays les moins avancés (WT/L/917/Add.1) requiert des Membres accordant des préférences qu'ils notifient les règles d'origine préférentielles conformément aux procédures établies.¹ En outre, comme prescrit par la Décision ministérielle, le Comité des règles d'origine est convenu, à sa réunion du 2 mars 2017, d'établir un modèle pour les notifications (G/RO/84).

Conformément à ces prescriptions, l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la notification révisée ci-après.

A. RENSEIGNEMENTS DE BASE

1)	Membre notifiant	Australie
2)	Date d'entrée en vigueur des règles d'origine et de toute modification de fond concernant ces règles	12 avril 1966 Modifications les plus récentes apportées en 2003
3)	Date d'expiration des règles d'origine, le cas échéant	Sans objet
4)	Titre du schéma de préférences auquel s'applique la législation sur les règles d'origine	Système de préférences tarifaires de l'Australie (ASTP)
5)	Autorité(s) octroyant le traitement préférentiel	Forces frontalières australiennes https://www.abf.gov.au/
6)	Autorités nationales chargées de l'administration des règles d'origine	Forces frontalières australiennes Section de la politique commerciale Tél.: +61 131 881/+612 6196 0196 " https://www.abf.gov.au/importing-exporting-and-manufacturing/free-trade-agreements/developing-countries-or-least-developed-countries "

¹ Les prescriptions pertinentes en matière de notification figurent au paragraphe 2 d) de l'annexe 1 du Mécanisme pour la transparence des arrangements commerciaux préférentiels (WT/L/806) et au paragraphe 4 de l'Annexe II de l'Accord sur les règles d'origine.

B. RENSEIGNEMENTS SUR LES RÈGLES D'ORIGINE**I. BÉNÉFICIAIRES**

1)	Liste des bénéficiaires	"https://www.abf.gov.au/importing-exporting-and-manufacturing/tariff-classification/current-tariff/schedule-1"
2)	Admissibilité	Un pays qui a été reconnu comme pays moins avancé par les Nations Unies en 2003 (lorsque l'Australie a accordé un traitement en franchise de droits et sans contingent à toutes les marchandises en provenance des pays les moins avancés) bénéficie des préférences accordées aux pays les moins avancés au titre de l'ASTP.

II. CRITÈRES POUR DÉTERMINER LA TRANSFORMATION SUBSTANTIELLE

1) Critères généraux, s'ils s'appliquent à tous les produits:		
	a) définition des produits entièrement obtenus	Les marchandises déclarées comme ayant été produites dans un pays sont reconnues comme telles s'il s'agit de ses produits bruts non manufacturés.
	b) décrire les critères pour les produits non entièrement obtenus	Les marchandises sont considérées comme ayant été fabriquées dans un pays moins avancé (PMA) si: la dernière opération de fabrication des marchandises a été exécutée dans un PMA; et si le coût de fabrication admissible ne représente pas moins de 50% du coût de fabrication total. Pour les préférences accordées aux PMA, au moins 25% du coût de fabrication admissible doit être encouru dans un ou plusieurs PMA, et au moins 25% dans d'autres pays de la zone remplissant les conditions requises.
	c) indiquer la formule pour le calcul du pourcentage <i>ad valorem</i>	$\% = \text{coûts de fabrication admissibles} / \text{total des coûts de fabrication}$ L'article 153B de la Loi douanière définit le "coût de fabrication admissible" et le "total des coûts de fabrication" en termes de matières, de main-d'œuvre et de frais généraux ordinaires. L'article 153D et 153E de la Loi douanière établit des règles pour calculer, respectivement, les dépenses totales et les dépenses admissibles concernant les matières reçues à l'usine.
2)	Règles d'origine par produit lorsque cela s'applique:	Aucune règle d'origine par produit
	a) indiquer le lien permettant de consulter la liste complète des règles d'origine par produit	
	b) indiquer la formule pour le calcul du pourcentage <i>ad valorem</i>, lorsqu'elle s'applique pour la règle par produit	
3)	Définition des produits non originaires et des produits originaires, le cas échéant	Sans objet
4)	Liste des ouvraisons ou transformations insuffisantes, le cas échéant	Le fabricant des produits admis à bénéficier de préférences doit effectuer la dernière opération de fabrication de ces produits. La dernière opération de fabrication doit être déterminée au cas par cas en prenant dûment en compte la nature des marchandises concernées et les opérations dont elles ont fait l'objet. La fabrication ne comprend pas la restauration, la remise en état et/ou la réparation des marchandises. Le fabricant doit produire un article différent de ce dont il est constitué.
5)	Règles concernant l'application du cumul et procédures connexes, le cas échéant	Les marchandises des PMA sont admises à bénéficier d'un traitement préférentiel si un pourcentage spécifié (50%) du coût de fabrication total de ces marchandises constitue une dépense admissible en ce qui concerne la zone particulière remplissant les conditions requises.

		Pour les PMA, la zone remplissant les conditions requises représente au moins 25% des coûts admissibles encourus dans des pays les moins avancés, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et dans les pays insulaires du Forum, et jusqu'à 25% dans les pays en développement figurant dans la liste indiquée en réponse à la question BI 1).
6)	Tout autre renseignement jugé nécessaire par le Membre	-

III. PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE DOCUMENTS REQUIS

1) Certificat d'origine et autres preuves de l'origine		
	a) Obligation de présenter un certificat d'origine et/ou toute autre preuve de l'origine, le cas échéant	<p>L'Australie accepte les certificats d'origine ou les déclarations d'origine émis par le fabricant étranger des marchandises importées en Australie aux fins d'appuyer la demande de traitement préférentiel, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le certificat ou la déclaration d'origine spécifie clairement les marchandises pour lesquelles le document s'applique; b) le certificat d'origine ou la déclaration d'origine spécifie que la dernière opération de fabrication des marchandises a été effectuée dans le PMA considéré et que le coût de fabrication admissible du fabricant ne représente pas moins de 50% du coût de fabrication total des marchandises; et c) il n'y a aucune raison de douter de la véracité ou de la fiabilité du certificat d'origine ou de la déclaration d'origine. <p>Il n'existe pas de formulaire prescrit pour le certificat d'origine ou la déclaration d'origine par le fabricant. Toutefois, le document doit décrire les marchandises et renvoyer à la disposition précise de la section 1A de la partie VIII de la Loi douanière avec laquelle les marchandises sont en conformité. En outre, le nom de la personne signataire du certificat ou de la déclaration ainsi que son poste et l'entreprise ou l'entité représentée doivent être clairement indiqués. La déclaration peut figurer sur les documents commerciaux ou constituer un document distinct.</p>
	b) Autorité à désigner pour la délivrance du certificat d'origine	Aucune autorité désignée pour la délivrance des certificats d'origine des PMA
	c) Formulaire prescrit pour le certificat d'origine et/ou toute autre preuve de l'origine	Il n'existe pas de formulaire prescrit pour le certificat d'origine ou la déclaration d'origine. Toutefois, le formulaire A figurant dans le manuel SGP de l'Australie peut être utilisé pour demander les préférences accordées aux PMA au titre de l'ASTP. Le formulaire A peut être consulté à l'adresse suivante: http://unctad.org/Sections/gsp/docs/gsp_form_a_new_en.pdf
	d) Toutes autres procédures appliquées pour le certificat d'origine et/ou toute autre preuve de l'origine, le cas échéant	Les Forces frontalières australiennes peuvent demander d'autres preuves de l'admissibilité au traitement préférentiel pour toute raison spécifique ou par simple choix intuitif, indépendamment de l'existence d'un certificat ou d'une déclaration.
2) Expédition directe		
	a) Règles applicables pour l'expédition directe, le cas échéant	Il n'existe pas de prescription en matière d'expédition directe dans le cadre des préférences accordées aux PMA.
	b) Prescription concernant les documents prouvant l'expédition directe, y compris lorsque le transport nécessite un transit par un ou plusieurs pays intermédiaires, le cas échéant	Sans objet.

IV. VÉRIFICATION ET SANCTIONS

1)	Procédure de vérification des preuves de l'origine	<p>La vérification de l'origine est réalisée en vertu des pouvoirs généraux prévus par la Loi douanière de 1901.</p> <p>Texte de loi disponible à l'adresse suivante: https://www.legislation.gov.au/Details/C2017C00028.</p> <p>Les articles pertinents sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'article 30 sur le contrôle douanier; - l'article 68 sur les importations de marchandises; - l'article 186 sur les pouvoirs généraux relatifs à l'examen des marchandises soumises au contrôle douanier; - l'article 186AA sur les pouvoirs généraux relatifs à l'examen des marchandises embarquées sur des navires ou des avions ou débarquées de ces véhicules; - la partie XII, section 1; - la sous-section J – Pouvoirs généraux de surveillance et d'audit; - l'article 240 (documents commerciaux à conserver), 240AA (les agents autorisés peuvent demander à une personne de présenter des documents commerciaux), 240AB (vérification des communications avec le département), 240AC (les agents autorisés peuvent demander à une personne de présenter des registres).
2)	Sanctions pour fraude et fausses déclarations	<p>Loi douanière de 1901, article 243U et 243T et article 234 (infractions douanières). https://www.legislation.gov.au/Details/C2017C00028</p>
3)	Autorités et procédures de recours en cas de différend au sujet de la vérification	<p>Les opérateurs commerciaux ont accès à l'examen interne mené par les Forces frontalières australiennes ainsi qu'à l'examen quant au fond mené par un tribunal externe, à savoir le Tribunal d'appel administratif (http://www.aat.gov.au/), et à l'examen judiciaire mené par la Cour fédérale d'Australie (http://www.federalcourt.gov.au/).</p>
4)	Prescriptions concernant la conservation des documents liés à la délivrance du certificat d'origine	<p>Les prescriptions concernant la conservation des documents liés à la délivrance du certificat d'origine figurent dans la Loi douanière de 1901, article 240. Les documents commerciaux doivent être conservés 5 ans après l'importation des marchandises en Australie.</p>
5)	Tout autre renseignement pertinent	-

V. TEXTES DE RÉFÉRENCE

a)	Les textes législatifs, dans l'une des langues officielles de l'OMC, contenant les règles d'origine préférentielles applicables au titre d'un ACPr conclu dans le cadre de la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés (Annexe F de la Déclaration ministérielle de Hong Kong)	<p>Loi douanière de 1901: https://www.legislation.gov.au/Details/C2017C00219 Customs (International Obligations) Regulation 2015 https://www.legislation.gov.au/Details/F2019C00083 Customs Regulation 2015 https://www.legislation.gov.au/Details/F2019C00566.</p>
b)	Le texte complet des règlements administratifs concernant les modalités de délivrance, d'acceptation, de délivrance rétrospective et de remplacement des certificats d'origine ou de toutes déclarations équivalentes devant être faites, y compris toutes prescriptions concernant les vignettes à utiliser et les notifications des vignettes	

c)	Le texte complet des modalités concernant la preuve du mouvement de l'expédition des marchandises des pays bénéficiaires vers les pays accordant les préférences, y compris le transit par des pays tiers, et les règlements administratifs s'y rapportant	
d)	Les textes complets des modalités des procédures de vérification et des sanctions y afférentes	
